



Au nom de l'humanité, que veulent les citoyens ?

Historique

Nés en 2003, au parc de la Tête d'Or à Lyon, les Dialogues en humanité sont un festival citoyen organisé sous les arbres. Depuis lors, la formule a essaimé dans 70 villes réparties sur quatre continents. En 2018, Bruxelles s'est associée à cette dynamique et a tenu sa première édition des dialogues, les 30 juin et 1^{er} juillet, au parc Josaphat à Schaerbeek. Une douzaine d'associations bruxelloises et de nombreux bénévoles ont préparé cette première édition pendant plus d'un an, notamment à travers un cycle de six rencontres participatives « Quelle humanité ? ». De septembre à novembre 2017, Riccardo



Petrella y a présenté les axes majeurs de son livre *Au nom de l'humanité*. Au terme de ce cycle, un forum ouvert a défini les thèmes qui seraient approfondis lors des deux journées des Dialogues en humanité en juin 2018. Plusieurs groupes de travail se sont alors constitués et l'un d'entre eux dénommé « Charte pour l'humanité » s'est attelé à organiser l'atelier « *Au nom de l'humanité* ». Son but était de recueillir les réponses de personnes présentes ces jours-là à la question « *Au nom de l'humanité, que voulons-nous ?* ». Pour présenter l'atelier et en baliser le contenu, le groupe a élaboré un document introductif

distribué aux visiteurs et joint en annexe 1. Parmi les milliers de participant.e.s aux deux journées, 103 ont répondu par écrit à la question et exprimé ainsi leurs espoirs pour l'humanité. L'ensemble du processus des Dialogues en humanité Bruxelles est consultable sur le site <http://dialoguesenhumanite.be/>.

L'analyse des 103 contributions

Le groupe « Charte pour l'humanité » a analysé les 103 contributions citoyennes reçues. Le résultat de cette analyse est présenté dans le document « L'audace au nom de l'humanité » en annexe 2.

En tout, ce sont plusieurs centaines de propositions qui ont été mises en avant, parfois générales, parfois détaillées. Nous les avons regroupées, en 6 thèmes évoqués majoritairement par les citoyens : vivre ensemble, lutter contre les inégalités, assurer une meilleure éducation, protéger l'environnement, accueillir dignement les migrants, assurer la paix et le désarmement. Les citoyens se sont également exprimés sur les méthodes et moyens d'action pour atteindre les objectifs précités et rendre la démocratie plus vivante.

S'inscrivant dans la démarche « L'audace au nom de l'humanité » portée notamment par Riccardo Petrella qui connaîtra une première rencontre internationale des 14 et 15 décembre à Sezano, nous nous sommes proposé, pour alimenter la rencontre à Sezano, de nous focaliser dans le présent document sur les questions du vivre ensemble et des méthodes et moyens pour une démocratie plus vivante. Les grandes lignes que nous esquissons ci-dessous sont issues des 103 contributions résumées en annexe 2 mais aussi d'une agora des Dialogues de Bruxelles, « L'urgence d'une démocratie plus vivante ».

Caroline (45 ans) : « *Penser, agir localement, c'est bien mais comment penser et agir globalement ?* »

Une autre philosophie du « vivre ensemble »

Des contributions émergent une sensibilité qui rejette la compétition généralisée qui est celle de la société productiviste/consumériste.



L'entraide, ce mécanisme clé dans l'évolution du vivant, transparaît dans des attentes telles que « Réconcilier les contraires », « Accepter et cultiver la différence pour enrichir la société », « Respecter chacun dans sa pluralité et sa diversité ». On observe des souhaits d'authenticité, d'attitudes positives, de prises de responsabilité, de projets collectifs, d'inventions partagées qui ont des dimensions éthiques. Cette recherche d'une « moralisation » de la vie commune qui est aujourd'hui trop

cynique passe aussi par une volonté de travail sur soi, de changement personnel qui serait préalable aux changements collectifs espérés.

En phase donc avec l'émergence de collectifs citoyens qui se multiplient depuis quelques années, on voit que les citoyens ne croient plus guère aux changements qui viendraient principalement « d'en haut », impulsés par des responsables politiques traditionnels, une génération croit en l'auto-organisation, au développement d'activités autonomes, notamment sur le plan économique, malgré les risques que comporte cette sortie des chemins battus. Elle se cristallise dans le cri d'un jeune de 17 ans : « Arrêtez de proposer, agissez ! »

Le désir démocratique citoyen

Il importe de préciser au départ que les demandes recensées ici émergent d'une société occidentale développée où les standards démocratiques sont élevés, avec une presse libre (quoique majoritairement propriété de milieux économiques puissants). Néanmoins force est de constater une grande déception vis-à-vis du monde politique et de la manière dont fonctionne la démocratie représentative que beaucoup désirent « réformer en profondeur ». La méfiance vis-à-vis des politiciens se manifeste par les souhaits d'avoir une meilleure **information**, de disposer de moyens de contrôle, d'avoir la possibilité de démettre des élus en cours de mandat si ceux-ci ne respectent pas leurs promesses électorales ou commettent des actions répréhensibles aux yeux de la loi. Assez souvent, les possibilités qu'offrent les technologies de l'information sont citées pour permettre une meilleure connaissance des programmes des candidats, les mettre en regard des attentes de leurs potentiels électeurs et en contrôler l'exécution. A cet égard, citons entre autres, deux initiatives concrètes de plateformes numérique interactives qui agissent en Belgique : WeCitizens-NousCitoyens-WijBurgers (<http://www.wecitizens.be>) et Make your own choice (<https://www.myoc.be>).

Le concept le plus réclamé est d'évidence celui de participation. Les citoyens souhaitent avoir leur mot à dire à tous les niveaux (communal, régional, fédéral, européen) et imaginent bien des manières d'« impliquer tous les citoyens dans la décision et la gestion de la chose publique ». L'objectif n'est pas seulement d'être consultés mais d'avoir leur mot à dire (délibératif) dans tout ce qui les concerne. Commissions thématiques, budgets participatifs, conférences citoyennes, consultations populaires et referendums d'initiative citoyenne... sont des outils imaginés. Ici aussi, le numérique est sollicité pour organiser la circulation des informations, des allers-et-retours entre les demandes des citoyens et les promesses et réalisations des représentants. Certains imaginent aussi qu'une partie de ceux qui décident de l'avenir collectif soient des citoyens tirés au sort par un panel de non-élus. Ces simples citoyens accepteraient, pour un temps, de consacrer leurs énergies à la gestion des affaires publiques



En attendant une amélioration de la participation de chacun.e aux affaires de la cité, de nombreuses exigences s'expriment quant à l'amélioration de la démocratie représentative. Décumul intégral de mandats, rotation de ceux-ci pour éviter le carriérisme et la professionnalisation de certains au dépens du bien commun, transparence à tous niveaux (notamment des revenus et intérêts des dirigeants)... sont des demandes de citoyens engagés. D'autres formes de représentativité sont à inventer jusqu'au sein des organisations internationales où se discutent les enjeux planétaires (ONU, FAO...).